



Ce rapport est produit par OCHA RCA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 19 au 25 février. Le prochain rapport sera disponible aux alentours du 5 mars.

Faits Saillants

- L'insuffisance des fonds et l'accès humanitaire limité entravent la fourniture d'une assistance adéquate aux populations affectées qui ont besoin de protection, de nutrition, de vivres, d'assainissement et d'hygiène et d'éducation.
- Au 15 février, près de 15 703 centrafricains sont réfugiés en République Démocratique du Congo et quelques 1 500 au Tchad.
- 13 500 enfants de moins de 5 ans, dans la zone Séléka, pourraient souffrir de Malnutrition Aigüe Sévère.
- Le plan Humanitaire de ECHO pour la RCA a été révisé avec un financement additionnel de 4 millions d'Euros qui serviront principalement à répondre à la crise actuelle.
- Aucune contribution reçue à ce jour pour le CAP 2013 estimé à 129 millions de dollars.



1 100 000

Personnes affectées dans la zone Séléka (y compris celles affectées par les récentes attaques de Mobaye et Alindaou)

166 000

Enfants n'ont pas accès à l'éducation dans la zone Séléka

129 Millions de dollars

requis à travers le CAP 2013

Aperçu de la situation

La situation en République centrafricaine (RCA) est calme mais volatile en particulier dans la zone Séléka où il est estimé que 1 100 000 personnes sont affectées par la crise actuelle. La situation sécuritaire est toujours préoccupante et plusieurs attaques contre des civils ont été rapportées au cours de la semaine dans les régions de Mboki, Zémio et Obo. Les attaques de ce weekend sur les organisations humanitaires à Kabo et Kago-Bandoro continuent d'annihiler les efforts d'aide.

L'accès aux personnes dans le besoin reste critique pour les acteurs humanitaires. Bien qu'il soit encore difficile d'atteindre certaines régions, en particulier dans la zone Séléka, en raison des restrictions imposées aux convois humanitaires et du mauvais état des routes, l'insécurité entrave les activités humanitaires. A ce jour, le nombre de personnes déplacées est estimé à 65 000 selon les évaluations du Mécanisme de Réponse Rapide (MRR), mais avec 10 pour cent de la population touchée. Un travail beaucoup plus élaboré porte le nombre de déplacés internes à 265 000. La plupart des populations affectées s'est réfugiée dans la brousse. Des évaluations sur les déplacés internes continueront dès que l'accès le permettra. Le 15 février, le ministre de la Défense Nationale a annoncé la restauration de la libre circulation dans tout le pays. Malgré tous ces efforts, y compris l'accord de cessez-le-feu signé à Libreville, le mouvement du personnel humanitaire, des biens et de l'aide reste encore limité.

Les résultats préliminaires des différentes missions d'évaluation montrent que la protection, la nutrition, l'alimentation, l'éducation et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) sont les besoins prioritaires. Alors que la saison culturale approche, l'aide agricole est indispensable. Les écoles ne fonctionnent toujours pas dans la zone

Séléka et 166.000 enfants n'ont pas accès à l'éducation. Depuis le début de la crise actuelle en décembre 2012, on estime que 13 321 nouveaux réfugiés centrafricains ont traversé la rivière pour se réfugier en République démocratique du Congo (RDC). La plupart d'entre eux se sont spontanément installés dans les régions de Mobayi-Mbongo, Pandu et Ngele.

Financement

129 Millions \$

Demandés

**Aucun
financement**

Reçu

Aucune contribution n'a été enregistrée à ce jour dans FTS pour l'appel consolidé (CAP) 2013. Les acteurs humanitaires ont besoin de 129 millions de dollars en 2013 pour aider 646.000 personnes, en particulier dans le sud-est, nord-est et dans la partie centre-nord du pays.

En raison de la détérioration de la situation humanitaire dans le pays depuis le conflit récent, les besoins humanitaires ont augmenté de façon significative. Des fonds supplémentaires sont nécessaires immédiatement pour répondre aux besoins les plus urgents des populations vulnérables.

ECHO a révisé son plan d'action humanitaire (HIP) pour augmenter de 4 millions d'Euros le financement destiné à la RCA portant ainsi le total des contributions à 12 millions d'Euros pour 2013. Ce fonds additionnel sera destiné à répondre aux besoins supplémentaires générés par la crise actuelle et à mettre en œuvre des interventions d'urgence dans les zones qui n'étaient pas prises en compte par la première version du HIP.

Tous les partenaires humanitaires – y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires – sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à fts@un.org.

Réponse Humanitaire

Les premiers résultats des évaluations menées dans le cadre du mécanisme de réponse rapide (MRR) indiquent que les besoins prioritaires sont la protection, l'alimentation, la santé, la nutrition et l'éducation.

Il est essentiel pour les acteurs d'aide d'accroître leurs activités spécialement dans les zones affectées pour éviter une plus grande détérioration de la situation humanitaire alors que la saison des pluies risque de démarrer le mois prochain dans plusieurs régions. L'assistance agricole et alimentaire doit être fournie maintenant.

En RDC, trois missions d'évaluation ont été menées depuis janvier 2013. Ces évaluations ont montré un grand nombre d'enfants non accompagnés et malnutris, un manque d'articles essentiels, une capacité d'aide réduite des communautés hôtes et un accès limité aux services de santé. Une stratégie de réponse a été développée afin de répondre aux besoins prioritaires de 20 000 réfugiés centrafricains (dont 13 321 nouveaux réfugiés et 2 382 réfugiés arrivés en 2012). Tous les réfugiés seront relocalisés dans un camp établi à Mobayi-Mobongo et une assistance en termes de protection, de santé, de nutrition, d'abris et d'éducation sera fournie.



Education

Besoins:

- Le système éducatif dans les zones contrôlées par la Séléka ne fonctionne pas. Presque toutes les écoles sont fermées et plus de 166 000 enfants n'ont pas accès à l'éducation.

166 000

Enfants n'ont pas accès à l'éducation dans la zone Séléka

Réponse:

- L'UNICEF a un stock d'urgence pour assister 11 400 enfants avec une commande en cours (de Douala) pour 32 000 enfants.

Réponse planifiée:

- UNICEF prévoit d'inscrire 168 000 enfants dans des espaces temporaires et des écoles existantes, de fournir 1 678 espaces temporaires d'études et de doter les écoles des zones affectées d'équipements et

de maîtres formés. UNICEF compte également former 1 678 maîtres d'école en intégrant des composantes psychosociales, sanitaires et nutritionnelles.

- Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) prévoit de distribuer 81 tonnes métriques (tm) de vivres pour aider 20 679 enfants à Bangui (cantines scolaires pendant trois mois) et 224 tm de vivres pour aider 73 055 enfants à Bambari, Kaga-Bandoro, Paoua et Bouar (cantines scolaires pendant deux mois). Les programmes de cantines scolaires sont pour l'instant suspendus jusqu'à la réouverture des écoles dans la zone Séléka.



Sécurité Alimentaire

Besoins :

Le PAM a conduit une évaluation rapide de la sécurité alimentaire du 4 au 12 février 2013. Les résultats de la mission ont indiqué que:

- Depuis décembre 2012, les échanges commerciaux sont coupés entre Bangui et la zone Séléka, partie du pays qui produit souvent un surplus de récolte.
- Des dégâts importants de stocks agricoles, de semences et du bétail ont été signalés dans la zone Séléka;
- La hausse des prix des denrées alimentaires et la chute des revenus ont considérablement réduit le pouvoir d'achat des populations dans les zones affectées. Les ménages affectés dépendent des sources alimentaires précaires comme l'achat ou la collecte, alors que la consommation alimentaire s'est appauvrie.
- Considérant l'insécurité qui limite l'accès des ménages à leur terre et les effets des pillages de leur production, les prévisions pour 2013 sont incertaines. La situation alimentaire déjà précaire va se détériorer jusqu'aux prochaines récoltes. Les pénuries alimentaires seront plus significatives en mai – septembre 2013, spécialement dans le nord de Nana Grebizi et dans la région de l'Ouham. Ces zones font face à une situation alimentaire fragile. Les besoins les plus urgents sont concentrés dans ces zones ainsi que dans la région de Vakaga.
- Suite à cette évaluation, le PAM estime que quelques 80 538 personnes seront à risque d'insécurité alimentaire dans la zone Séléka pendant la période de soudure 2013.

80 538

Personnes à risque d'insécurité alimentaire dans la zone Séléka pendant la période de soudure 2013

Réponse:

- Le PAM a dispatché son assistance alimentaire pour les programmes d'urgence et de développement pour février 2013. L'organisation assistera 96 000 personnes à Bambari, Kaga-Bandoro, Paoua, Bouar et Bangui dans le cadre de son programme de secours continu et de redressement. L'aide alimentaire va couvrir 1 300 personnes déplacées à Bambari et 10 000 personnes déplacées à Kaga-Bandoro pour une période de 2 mois.

Besoins non couverts et contraintes :

- L'insécurité entrave les activités principales sur lesquelles les ménages dépendent pour accéder à la nourriture. Les activités du PAM qui visent 118 000 bénéficiaires dans la zone Séléka sont actuellement suspendues.



Nutrition

Besoins:

- Il est estimé qu'entre mars et décembre 2013, 13 500 enfants de moins de 5 ans, dans la zone Séléka et à Bangui, pourraient souffrir de Malnutrition aigüe sévère (MAS) alors que 44 000 autres de Malnutrition aigüe modérée (MAM).

13 500

Enfants < 5 ans dans la zone Séléka et à Bangui pourraient souffrir de MAS

Réponse:

- UNICEF a fourni des articles nutritionnels d'urgence dont des produits thérapeutiques à MSF-Hollande, IMC et ACF pour soutenir les activités de réponse dans la zone Séléka.

Réponse planifiée:

- UNICEF prévoit de former 100 agents de santé et 150 agents de santé infantile sur les bonnes pratiques alimentaires pour les nourrissons et les jeunes enfants. L'organisation va consulter et traiter au moins 2 000 enfants contre la malnutrition aiguë dans les 7 préfectures affectées.
- Le PAM compte distribuer 3,6 tm de produits mixés à 718 bénéficiaires à Kaga-Bandoro et Paoua à travers ces activités de nutrition.
- 2.8 tm de Plumpy dose seront distribuées à 551 bénéficiaires à Bambari et Paoua à travers les activités de santé maternelle et infantile. L'assistance alimentaire est en cours. La distribution va couvrir les besoins des bénéficiaires pour 3 mois.

**Santé****Besoins:**

- Trois missions d'évaluation rapide sur le VIH ont été conduites en février à Kaga-Bandoro, Bossangoa et Bambari. Les missions ont constaté que les femmes violées de Kaga-Bandoro ont dû se rendre au centre VIH de Bossangoa afin de recevoir un soutien psychosocial et un dépistage du VIH. L'UNICEF a identifié des pénuries de médicaments essentiels dans les trois villes. Aucun médecin n'était présent, seuls des infirmières et des bénévoles sont restés.
- UNFPA, International Medical Corps (IMC) et l'ONG nationale REMOD ont entrepris le 22 Février une évaluation dans la zone Bangui - Damara. L'évaluation a révélé 43 cas de violence sexuelle faite aux femmes (SGBV) entre décembre et février. Les populations utilisent les établissements de santé, malgré la distance pour les urgences obstétricales, mais il y a un manque de personnel qualifié; 15 accouchements ont été faits en brousse avant d'être acheminés au niveau des services hospitaliers ; 150 cas d'infections sexuellement transmissibles traités dont 48 cas chez les femmes ; un manque de médicaments génériques essentiels ainsi que des préservatifs masculins et féminins. Il y a un besoin en kits d'urgence, y compris des PEP kits et un accès limité aux services de base notamment en matière de santé reproductive pour les personnes déplacées.

Réponse:

- L'UNICEF a fourni des médicaments et des articles à MSF France et MSF Espagne pour répondre aux besoins immédiats de 30 000 patients dans les zones touchées.
- UNFPA a fourni un dispositif minimum d'urgence en santé de la reproduction à l'hôpital de DAMARA qui comprend 150 kits d'accouchement, 50 kits dignité, des instruments chirurgicaux pour césarienne, 36 000 préservatifs masculins et 2000 préservatifs féminins.

Réponse planifiée:

- Vacciner contre la rougeole, fournir de la vitamine A et déparasiter 50 000 enfants du groupe d'âge approprié. Donner des moustiquaires aux familles affectées.
- Suivi et appui à la gestion des cas de méningite dans la région de Sikikédé.
- IMC va fournir 2 400 doses de ceftriaxone, et organiser la formation du personnel de santé et des campagnes de sensibilisation.
- L'OMS se prépare à lutter contre l'épidémie de méningite avec un stock de 10 000 doses de ceftriaxone.
- Unicef compte octroyer un deuxième don de kit sanitaire d'urgence pour 10 000 personnes pendant trois mois à MSF-Hollande à Sibut.
- Faire la promotion des pratiques clés en santé et éducation auprès d'au moins 240 000 personnes vivant dans les zones touchées.

Besoins non couverts et contraintes :

- Au regard des défis logistiques et sécuritaires, de sérieux problèmes sur le transport des médicaments vers les zones affectées subsistent.

**Protection****Besoins :**

- Selon les membres du cluster protection, des missions d'évaluation récentes ont révélé que les populations civiles vivent dans la peur. Il est nécessaire de retrouver une situation normale où les personnes sont libres de tout mouvements sans menaces sécuritaires et attaques.

Réponse:

- Les évaluations sur la protection dans la zone Séléka ont été achevées.
- L'UNICEF et ses partenaires continuent à soutenir les centres de transit et d'orientation (CTO) pour les enfants précédemment associés à des groupes armés.
- L'UNICEF travaille avec ses partenaires pour le regroupement familial (famille biologique ou adoptive)
- L'UNICEF dispose d'un stock d'urgence pour mettre sur pied deux CTO d'urgence avec une capacité de 50-75 enfants si nécessaire.
- Le Groupe de travail Mécanisme de Suivi et Reporting (MSR) continue de mener des opérations de vérification sur les violations graves des droits de l'enfant à Bangui et prévoit de continuer dans les zones contrôlées par la Séléka.

Besoins non couverts et contraintes :

- L'UNICEF prévoit de réunifier et de réintégrer 1 200 orphelins et enfants vulnérables, y compris les enfants associés aux forces et groupes armés, les enfants en conflit avec la loi, avec leurs familles et leurs communautés. L'organisme va également offrir des soins holistiques à 500 survivants de violence basée sur le genre (VBG), avec une attention particulière sur les violences sexuelles et les mesures spécifiques pour les enfants et les adultes.
- Rappporter et vérifier les cas de violations graves et les enregistrer dans une base de données.

**Eau, Assainissement et hygiène****Réponse:**

- L'UNICEF a actuellement un stock d'équipements d'urgence en eau, assainissement et hygiène pour répondre aux besoins immédiats de 50 000 personnes, y compris des robinets et des systèmes de distribution, des matériaux / équipements de chloration, des pompes à main, des pompes à pied, des jerrycans et des comprimés de purification de l'eau.

Réponse planifiée:

L'UNICEF prévoit de:

- distribuer des kits NFI-WASH à 100 000 personnes déplacées / membres des familles d'accueil
- réhabiliter 55 forages pour permettre un accès à l'eau potable pour 25 000 personnes touchées
- réhabiliter les latrines séparées par sexe pour 20 000 écoliers dans les zones touchées. Réhabiliter les latrines dans 17 centres de santé et de nutrition.
- fournir à 500 000 femmes et aides-soignants pour enfants, une formation et des informations sur l'hygiène et la sécurité des soins de l'enfant et sur les pratiques alimentaires.

**Articles Non alimentaires****Réponse:**

- L'UNICEF a la capacité de couvrir les besoins de 9 000 familles en articles non alimentaires, 4 000 à travers le MRR et 5 000 avec un stock d'urgence existant. Ces articles permettront aux familles de reconstituer leurs foyers suite aux pillages massifs pendant et après cette crise. Ces kits comprennent des articles de base comme des couvertures, des moustiquaires, des sets de cuisines, des jerrycans et des bâches.

Réponse planifiée:

- L'UNICEF prévoit de distribuer des articles d'urgences à 9 000 familles déplacées tout en s'assurant que les principes de non-violence sont appliqués.
- Le Comité International de Secours (IRC) prévoit de collecter des informations sur le nombre de personnes déplacées dans les familles d'accueil à Kaga-Bandoro et Ouandago et de distribuer des articles d'urgence dans les jours à venir.



Télécommunications d'urgence

Réponse:

- La connexion internet est maintenant disponible au niveau de la Clinique des Nations Unies ; Le PAM fournissant une connexion directe à la clinique.



Logistique

Réponse:

- Le PAM a commencé l'expédition de vivres de Douala (Cameroun) depuis le 7 février. Près de 937 tm de produits ont été admis dans le couloir.
- le PAM a acheminé 185 tonnes de farine de maïs, de riz, de légumineuses, d'huile végétale et de céréales enrichies vers Batalimo cette semaine.

Besoins non couverts et contraintes :

- La situation de financement de l'UNHAS reste critique. 1,7 million de dollars ont été promis, ce qui représente 22 pour cent du financement annuel requis.

Coordination Générale

- Le Cluster Télécommunication d'Urgence a tenu sa réunion le 15 février. Les membres étudient la possibilité d'installer une communication gratuite entre les Agences des Nations Unies. La prochaine réunion portera sur comment instaurer des appels inter agences gratuits.
- Le cluster Protection a validé, le 22 février, son plan de réponse d'urgence pour les populations déplacées en RCA.
- L'évaluation rapide initiale sur la santé sera menée dans les zones affectées par des équipes mixtes (Nations Unies, ONG et Ministère de la Santé) dès que le Bureau de la Sécurité donnera son accord pour une mission par voie terrestre. Le Cluster Santé a finalisé et partagé avec le Ministère de la Santé son plan de réponse d'urgence pour les trois et six mois à venir.
- Les acteurs Humanitaires travaillent sur un plan de réponse à la crise actuelle qui sera annexé au CAP 2013.

Historique de la crise

Suite à l'assaut lancé le 10 Décembre 2012, la coalition Seleka contrôle maintenant de nombreuses grandes villes dans le centre, le nord et l'Est de la RCA. Cette situation a aggravé la situation humanitaire et a, aussi, affaibli la vulnérabilité des communautés pauvres. On estime que 800 000 personnes sont affectées dans la zone Séléka. Malgré l'accord de cessez-le-feu signé entre le Gouvernement centrafricain et la Seleka le 11 janvier 2013 à Libreville (Gabon), la situation sécuritaire est incertaine dans le pays, en particulier dans la zone Seleka. On craint la poursuite de la violence sur les civils dans les zones touchées et les pillages à grande échelle.

L'accès humanitaire est difficile et demeure un énorme défi. Outre l'insécurité, l'accès est surtout entravé par d'autres facteurs tels que les activités criminelles et les contraintes logistiques. La communauté humanitaire est inquiète et appelle au respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme, à l'accès humanitaire immédiat, à la protection des enfants contre le recrutement dans les groupes armés et à la protection des femmes et des filles contre la violence sexuelle basée sur le genre.

En RCA, les deux tiers de la population n'ont pas accès à l'eau potable ou à des structures sanitaires adéquates, et même lorsque les infrastructures existent, il n'y a qu'un seul agent de santé pour 7 000 personnes. En 2102, plus de 45 000 personnes ont été affectées par la crise alimentaire et avaient besoin d'une assistance rapide. Les taux de malnutrition aiguë globale dans la région de Vakaga étaient en hausse jusqu'à 21%, alors que la malnutrition aiguë sévère était de 7 %, ce qui est trois fois supérieur au seuil d'urgence. Une récente enquête sur les niveaux de pauvreté a montré que 62 % des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté (avec moins de 1,5 dollar par jour). La pauvreté touche surtout les zones rurales et le taux de chômage a atteint 20,3 %

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Gisèle Willybiro-Maidou, Assistante à l'Information, willybiro@un.org, Tel: +236 7018 8061

Angelita Mendy Diop, Associée à l'Information Publique, mendya@un.org, Tel: +236 7098 6584

Pour plus d'informations, veuillez visiter: www.unocha.org ou www.hdptcar.net ou www.reliefweb.org

Si vous souhaitez être ajouté(e) ou retiré(e) de la liste: willybiro@un.org